



# Language Access Coalition of Canada

Written Submission for the  
Pre-Budget Consultations in Advance of the  
2024 Federal Budget

By: Language Access Coalition of Canada

## Recommendations

Recommendation 1: That the government amend the Official Languages Act to recognize non-official languages to reflect Canada's diversity.

Recommendation 2: That the government implement a language access strategy in relation to its Official Languages Strategy

**Recommendation 1: That the government amend the Official Languages Act to recognize nonofficial languages to reflect Canada’s diversity.**

The voice of Canada is changing. [Recent data from the 2021](#) census shows that linguistic diversity is on the rise in Canada. The number of Canadians who mainly speak a language other than English or French at home grew to 4.6 million in 2021, representing 13% of the population. [A full quarter of Canadians, 9 million people, report having a mother tongue other than English or French](#), and the vast majority speak a non-European language. As our multilingual diversity grows along with our immigrant and newcomer populations, the importance of strong, equitable, and accessible language services will be important for our country’s long-term goals for all citizens' economic security, health, and civic inclusion. Although the Official Languages Strategy states that [“High-quality data is crucial to provide evidence for decision- and policy-making, and to assess the results of actions”](#), current investments do not reflect the most recent data surrounding language in Canada, which demonstrates the need for supports for those who do not primarily speak one of the official languages.

The current scope of the Official Languages strategy is focused on increased advocacy for French-English bilingualism, language education, minority language communities, and cultural awareness. The Federal government acknowledges that the Official Languages Act needs to undergo “modernization” to better reflect Canada’s diversity: [“As Canada has welcomed an increasingly diverse immigrant population, its official languages coexist with other languages. Learning both official languages represents a valuable tool for integration”](#). However, coexistence is not enough when so many Canadians face barriers because they speak a language other than the official languages. [The adoption of Bill C-13, which includes modernizing the Official Languages Act](#), strengthened the language commissioner’s current scope of powers but did nothing to acknowledge the language diversity within Canada or address these barriers.

**Recommendation 2: That the government implement a language access strategy in relation to its Official Languages strategy.**

To address the service access needs of all Canadians, especially given the need for increased migration to address our labour shortages, Canada must have a [language access strategy](#) in place. As Canada increasingly relies on immigration to grow our population and labour force, the statistics of non-official languages will continue to rise. While there is an expectation that newcomers will either come to Canada with some familiarity with either English or French or quickly learn one of these languages upon arrival, the reality is different. In many parts of the country, there are [long wait lists for language courses](#) that are only sometimes effective in teaching the elements of the language necessary for day-to-day survival. [Additionally, some Canadian immigrants have lived in the country for decades, and as they age, may start losing some of their official language fluency.](#)

The [absence of a language access strategy](#) also puts the health and safety of Canadians at risk. As acknowledged in the [2020 report from the Office of the Commissioner of Official Languages](#), key emergency communication regarding the Covid-19 pandemic was not being communicated in both official languages, which put minority language communities at risk. [As we saw Covid particularly impact racial and ethnic minorities and migrants](#), those who do not speak our official languages were in [severe need of emergency communication](#) in their mother tongue. There is also [evidence that professional language services not only ensure equitable access to](#)

critical information and services that ensure the health, safety, and civic engagement of marginalized communities but can cut overall institutional costs and improve efficiency in the long run. The 2022 Annual Report of the Office of the Commissioner of Official Languages included no mention of Indigenous languages or other minority language communities.



# Language Access Coalition of Canada

Communication écrite  
pour les consultations prébudgétaires en prévision  
du budget fédéral 2024

par la Coalition pour l'accès linguistique au Canada

## Recommandations

Recommandation n° 1 : Que le gouvernement modifie la *Loi sur les langues officielles* pour reconnaître les langues non officielles afin de refléter la diversité du Canada

Recommandation n° 2 : Que le gouvernement mette en œuvre une stratégie d'accès aux langues dans le cadre de son Plan d'action pour les langues officielles

**Recommandation n° 1 : Que le gouvernement modifie la *Loi sur les langues officielles* pour reconnaître les langues non officielles afin de refléter la diversité du Canada.**

Le profil des Canadiens évolue. [Les données récentes du recensement de 2021](#) montrent que la diversité linguistique est en hausse au Canada. Le nombre de Canadiens qui parlent principalement une langue autre que le français ou l'anglais à la maison est passé en 2021 à 4,6 millions, ce qui représente 13 % de la population.

[Un quart des Canadiens, soit 9 millions de personnes, déclarent avoir une langue maternelle autre que le français ou l'anglais](#) et la grande majorité parlent une langue non européenne. Notre diversité multilingue évoluant au même rythme que nos populations d'immigrants et de nouveaux arrivants, la prestation de services linguistiques solides, équitables et accessibles sera importante pour les objectifs à long terme de notre pays en matière de sécurité économique, de santé et d'inclusion civique de tous les citoyens. Bien que le Plan d'action pour les langues officielles stipule que [« des données de grande qualité sont essentielles à la prise de décision, à l'élaboration de politiques, ainsi qu'à l'évaluation des résultats »](#), les investissements actuels ne reflètent pas les données les plus récentes concernant la langue au Canada, ce qui démontre le besoin de soutien pour ceux qui ne parlent pas principalement l'une des langues officielles.

Le Plan d'action est axé sur la promotion du bilinguisme français-anglais, de l'enseignement des langues, du renforcement des communautés linguistiques minoritaires et de la sensibilisation culturelle. Le gouvernement fédéral reconnaît que la *Loi sur les langues officielles* doit faire l'objet d'une « modernisation » pour mieux refléter la diversité du Canada : [« Le Canada, comme terre d'accueil d'une immigration de plus en plus diversifiée, verra ses langues officielles cohabiter avec d'autres langues. L'apprentissage des deux langues officielles représente de précieux outils d'intégration sur son territoire »](#). Cependant, la coexistence ne suffit pas lorsqu'un si grand nombre de Canadiens sont confrontés à des obstacles parce qu'ils parlent une langue autre que les langues officielles. [L'adoption du projet de loi C-13, qui comprend la modernisation de la \*Loi sur les langues officielles\*](#), a renforcé la portée actuelle des pouvoirs du commissaire aux langues officielles, mais n'a rien fait pour reconnaître la diversité linguistique au Canada ni pour éliminer ces obstacles.

**Recommandation n° 2 : Que le gouvernement mette en œuvre une stratégie d'accès aux langues dans le cadre de son Plan d'action pour les langues officielles.**

Pour satisfaire aux besoins de l'ensemble des Canadiens en matière d'accès aux services, en particulier compte tenu de la nécessité d'accroître l'immigration pour faire face à ses pénuries de main-d'œuvre, le Canada doit avoir une [stratégie d'accès linguistique](#). Comme le Canada compte de plus en plus sur l'immigration pour accroître sa population et sa main-d'œuvre, les statistiques sur les langues non officielles continueront d'augmenter. On s'attend à ce que les nouveaux arrivants viennent au Canada avec une certaine connaissance du français ou de l'anglais, ou apprennent rapidement l'une de ces langues à leur arrivée, mais la réalité est différente. Dans de nombreuses régions du pays, il existe de [longues listes d'attente pour avoir accès à des cours de langue](#) qui sont parfois seulement efficaces pour enseigner les éléments nécessaires à la survie quotidienne. [De plus, certains immigrants canadiens vivent au pays depuis des décennies et, en vieillissant, peuvent commencer à perdre une partie de leur maîtrise de la langue officielle.](#)

L'[absence d'une stratégie d'accès linguistique](#) met également en danger la santé et la sécurité des Canadiens. Comme le reconnaît le [rapport 2020 du Commissariat aux langues officielles](#), les principales communications d'urgence concernant la pandémie de COVID-19 n'étaient pas diffusées dans les deux langues officielles, ce qui met en danger les communautés linguistiques minoritaires. [Comme nous l'avons vu, la pandémie a particulièrement touché les minorités raciales et ethniques et les migrants](#), ceux qui ne parlent pas nos langues officielles avaient [grandement besoin d'une communication d'urgence](#) dans leur langue maternelle. Il est également [prouvé que les services linguistiques professionnels garantissent non seulement un accès équitable aux renseignements et aux services essentiels qui assurent la santé, la sécurité et l'engagement civique des communautés marginalisées, mais qu'ils peuvent réduire les coûts institutionnels globaux et améliorer l'efficacité à](#)

[long terme](#). Le [Rapport annuel 2022 du Commissariat aux langues officielles](#) ne faisait aucune mention des langues autochtones ou d'autres communautés linguistiques minoritaires.